



Maison des Droits de l'Homme

www.mdh-limoges.org

Rencontres...infos

Pour une société Solidaire, Démocratique, Pacifique et Durable

n°78 - Septembre 2009

Bulletin d'information de la Maison des Droits de l'Homme de Limoges

Alimenterre - Faim dans le monde : Dites un chiffre... 1 milliard 20 millions de personnes souffrent de la faim !

En Limousin, en France comme dans les pays du Sud, le défi alimentaire nous concerne tous. Face à la gravité de la situation et à l'immobilisme pathétique de nos dirigeants, les acteurs de la campagne "Alimenterre" coordonnée par le CFSI, ont choisi d'adopter un ton décalé, un peu cynique, en utilisant le thème du jeu. "Alors, faim dans le monde : dites un chiffre... ?"

Le contexte de la faim dans le monde aujourd'hui :

Ils sont maintenant un milliard dans le monde à devoir tromper quotidiennement la faim. Un milliard, c'est la population réunie des Etats-Unis et de l'Union européenne, des pays pour lesquels des milliers de milliards ont été mobilisés promptement, afin de juguler ou d'amortir la crise financière de 2008.

Défiant les prévisions des experts, l'année 2008 avait été secouée par un grave séisme alimentaire, nourri par les hausses vertigineuses des prix des produits agricoles. La crise économique sans précédent qui a ébranlé la planète, a focalisé l'attention de nos dirigeants, soucieux de sauver les bases d'un système capitaliste vacillant.

Bien qu'ayant fait l'objet d'une conférence internationale en juin 2008, l'enjeu alimentaire a été relégué au second plan. Un an plus tard, à peine 11 % du montant des aides internationales promises a effectivement été versé. Cette crise systémique n'est-elle pas l'occasion de revoir le système agricole dominant et de donner enfin la priorité au droit à l'alimentation et à la souveraineté alimentaire des pays, afin de permettre le développement d'une agriculture viable, durable et nourricière dans les pays les plus pauvres ?

La campagne Alimenterre en 2009 :

ALIMENTERRE est une campagne d'éducation au développement. Elle vise chaque année, à informer l'opinion publique sur les causes de la faim dans le monde et à promouvoir le respect du droit à l'alimentation et à la souveraineté alimentaire en soutenant l'agriculture familiale au Nord comme au Sud.

Ainsi, le fond général de la campagne vise à informer et sensibiliser sur l'enjeu alimentaire à l'échelle mondiale en réinterrogeant le système agricole dominant ; expliquer les conditions d'une agriculture durable au Nord

comme au Sud ; encourager les changements de comportements individuels et/ou collectifs. En Limousin le programme de la campagne ALIMENTERRE se décline en plusieurs actions :

► Information et animations autour du thème « Faim dans le monde : dites un chiffre »

- Foire biologique Colchique - Dimanche 20 septembre de 10h à 19h - Près du Plan d'eau des Courtilles à Guéret (23)

- Foire biologique Les Doryphores - Dimanche 27 septembre de 9h à 19h - Sous la halle - Place de la Gierle à Brive (19)

- Foire biologique Aster Dimanche 4 octobre de 9h à 19h - Ferme du Mas Martin à Veyrac (87)

- Chapiteau de la Solidarité internationale - Du 12 au 14 novembre - Place de la Motte à Limoges (87).

► Festival du film Alimenterre [Entrée libre] Projections+débats :

- **Limoges** : Auditorium de la BFM le mardi 24 novembre à 19h* « Vers un crash alimentaire » d'Yves Billy et Richard Prost.

- **Saint Jal (19)** à la salle polyvalente le jeudi 19 novembre à 20h30 - En partenariat avec Peuple et Culture 19 - « Les Pirates du vivant » de Marie-Monique Robin

- **Saint-Junien (87)** au Ciné Bourse le vendredi 13 novembre à 20h30 - En partenariat avec Burkina 87

- **Guéret (23)** au cinéma "Le Sénéchal" le mercredi 25 novembre à 20h30 « Faim des paysans : une ruine programmée » de Clément Fonquernie et Bruno Portier

- **Brive (19)** au cinéma "Le Rex" le jeudi 26 novembre à 20h30 « Bioattitude sans béatitude » d'Olivier Sarrazin

Des interventions dans les établissements scolaires et les centres de loisirs sur le thème "Les enjeux de la faim dans le monde" sont possibles en contactant la Maison des Droits de l'Homme. Par ailleurs il est aussi envisageable d'organiser des séances de projections à partir des films présentés ci-dessus à l'attention des établissements scolaires - L'exposition de la campagne "Alimenterre" en 8 panneaux peut être aussi mise à la disposition

Pour en savoir plus sur la campagne Alimenterre sur le plan national : www.cfsi.asso.fr

Ces actions s'inscrivent localement dans le cadre d'un programme de sensibilisation à la citoyenneté et la solidarité internationale soutenu par la Région Limousin.

Edito

Détruire les lieux dits de jungle dans la région de Calais, c'est provoquer l'éparpillement des migrants, les livrer davantage aux réseaux maffieux et ne rien régler sur le fond.

Les rendre plus vulnérables, privés d'accès aux soins, à la nourriture, sans information, ni secours et que deviennent ceux qui sont arrêtés? Seront-ils expulsés vers des pays en guerre: Afghanistan, Irak, Iran, Soudan, Érythrée ou renvoyés vers l'Italie ou la Grèce où les conditions de vie des réfugiés sont encore plus dramatiques? En septembre deux personnes en fuite, voulant demander l'asile en France, sont passées à la MDH expliquant comment lors d'un contrôle, la police italienne et grecque les ont obligé à signer un papier incompréhensible non traduit, les remis à la personne, cela les empêche selon un règlement européen Dublin II de déposer une demande d'asile en France. Quel scandale, que de souffrances et de non respect du droit ! Le système d'asile européen doit changer, en permettant de demander l'asile dans le pays de son choix, là où les personnes ont des liens familiaux, linguistiques ou culturels.

"Toute personne a le droit de circuler librement et de choisir sa résidence à l'intérieur d'un Etat..".art 13 de la DUDH (Déclaration Universelle des Droits de l'Homme)

"Devant la persécution, toute personne a le droit de chercher asile et de bénéficier de l'asile en d'autre pays" art 14 de la DUDH.

Chantal Grimal.

A la rencontre d'acteurs associatifs du Burkina Faso

Du 13 au 25 juillet 2009, dans le cadre d'un partenariat avec la Région Limousin, j'ai participé à une mission de préparation d'un programme d'échanges internationaux et de sensibilisation aux enjeux de la solidarité Internationale. Dans ce cadre, j'ai été amené à rencontrer un certain nombre de responsables associatifs à Ouagadougou et en Ouhritenga qui tendent à faire un travail similaire aux actions mises en œuvres au sein de la MDH. Voici la présentation de quelques-uns d'entre eux :

► Attac Burkina Faso

[www.attacburkina.africa-web.org]

Elle intervient dans l'organisation de formations dans tous les domaines qui touchent à la mondialisation. La majeure partie des adhérents sont des étudiants, elle est surtout active à Ouagadougou même s'il y a d'autres membres dans d'autres villes. Ils sont très impliqués dans l'organisation du Forum Social au Burkina Faso. Ils entretiennent des liens réguliers avec les autres Attac du Continent Africain comme Attac Togo ou Sénégal et ont

participé à différentes rencontres internationales entre les Attac ou dans le cadre de Forums sociaux comme le Forum Social Africain à Niamey en 2008. Actuellement ils s'intéressent beaucoup au processus de décentralisation au Burkina Faso et souhaitent organiser des formations dans ce domaine.

► Forum Social du Burkina Faso

[www.forumsocialburkina.info]

Il constitue une instance importante de concertation entre les différents acteurs de la société civile au Burkina Faso. Tous les acteurs associatifs que j'ai pu rencontrer à Ouagadougou le connaissent et sont impliqués à des degrés divers dans le fonctionnement de ce forum. La première édition s'est déroulée en 2007 à Loubila sur le thème « le Burkina Faso dans la tourmente de la mondialisation ». Le second s'est tenu à Ouahigouya en mars 2008 sur le thème « Intégration régionale et souveraineté alimentaire ». Ils ont réuni à chaque fois entre 600 et 750 personnes. Le prochain aura lieu à Bobo Dioulasso du 24 au 27 mars 2010 au sujet de « Quelle agriculture pour le Burkina Faso avec la crise énergétique et financière ».

► Citoyens du Monde

Cette organisation regroupe 130 adhérents et s'intéresse en premier lieu à la problématique des conflits. Ils interviennent dans un travail d'observation dans le but d'identifier des zones à risque de conflits (Exemple : quand des éleveurs du Nord viennent vers le Plateau Central) et faire de la prévention des conflits. Ils ont créé un prix « Civipax » qui récompense des personnalités qui auraient particulièrement œuvré dans la résolution des conflits. Ils sont aussi actifs dans la mise en œuvre d'actions caritatives comme le programme « Femmes et enfants contre le paludisme » et ont pu lors d'une collecte récolter jusqu'à 600 millions de francs CFA.

► Mouvement Burkinabé des Droits de l'Homme et des Peuples (MBDHP)

Affilié à la FIDH, cet important réseau rassemble près de 10 000 adhérents et s'avère relativement structuré : Il existe quatre secrétariats régionaux et une section est implantée dans toutes les provinces du Burkina Faso (sauf une à l'extrême Est) ainsi que dans les pays d'expatriations principaux (Côte d'Ivoire, France et Sénégal). Le mouvement intervient suivants trois axes d'activités :

- Promotion des Droits de l'Homme : organisation de conférences publiques sur les différents thèmes (liberté d'expression, droits à l'éducation ou à la santé...), émissions dans différentes radios à travers le pays, projet de création d'une radio du MBDHP, partenariat avec des acteurs culturels tel que l'Atelier Théâtre du Burkina Faso (ATB).

- Protection des Droits de l'Homme : Le mouvement a beaucoup œuvré pour que s'instaure au Burkina Faso un état de Droit : Il a conduit le pouvoir à s'engager sur l'adoption d'une constitution qui pose un certain nombre de principes fondamentaux. Le MBDHP a été très actif contre le code de l'Information en 1993 qui instaurait un délit d'information. Le lancement d'une pétition qui a réuni plus de

60 000 signatures avait permis d'obtenir une modification de la loi et on célèbre désormais le 20 octobre comme une journée nationale de la liberté de la presse. Le MBDHP continue de s'inscrire dans un travail important pour faire exister les Droits de l'Homme et pour qu'ils ne soient pas remis en cause.

- Défense des Droits de l'Homme : Il s'agit là de venir en appui aux personnes atteintes dans leurs droits en leur offrant une assistance juridique. Il y a de problèmes de détentions abusives ou arbitraires. L'adoption récente d'une loi contre le grand banditisme constitue une sérieuse menace dans le fonctionnement de la justice et dans le respect de la présomption d'innocence. Cependant la délinquance en « cols blancs » perdure et bénéficie d'une grande impunité d'où l'important problème de la corruption sous toutes ses formes au Burkina Faso. Le MBDHP réalise un travail d'accompagnement pour tous ceux dont les droits sont bafoués en raison du poids des traditions : les femmes sont particulièrement exploitées et victimes de violences. L'homosexualité n'est pas du tout reconnue par la société.

Le MBDHP a constitué un réseau de 11 boutiques de droits qui servent de point d'accueil juridique pour les personnes atteintes dans leurs droits. Elles comportent un centre de documentation et des outils qui sont utilisés sur tout le territoire pour des interventions publiques.

La boutique la plus proche de l'Ouhritenga et qui s'implique dans des actions pour ce secteur est située dans la partie Est de Ouagadougou.

A Ziniaré (Ouhritenga), il existe une section depuis l'an 2000 et comporte une vingtaine de militants actifs. Les problématiques d'ordre familiale et l'accès à la citoyenneté sont les principaux thèmes d'interventions notamment dans les établissements scolaires. Participation à des émissions de radios en particulier sur Radio Vénégré. Les actions pour toucher le public rural se font en Mooré.

► Groupe d'Etudes et de Recherches sur la Démocratie et le Développement Economique et Social (GERDDES)

Il existe dans différents pays d'Afrique de l'Ouest depuis 1991. La structure existe au Burkina-Faso depuis 1992 et intervient dans le suivi des processus électoraux, sur la bonne gouvernance, dans la médiation les conflits et la lutte contre la pauvreté. Pour ce dernier point le GERDDES est très actif dans la mise en œuvre du Cadre De Concertation des Organisations de la Société Civile engagée dans le processus du Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté – CDC-CSLP en constituant des comités de suivi à la base dans 23 localités.

Le GERDDES est présent en Ouhritenga sur les sept communes et organise des conférences pour les adultes et les scolaires. Ils interviennent sur le plan civique « Citoyenneté et devoirs des citoyens », pour éviter que l'idée du bien commun ne continue de s'estomper et dans la mise en place de structures sur le plan politique notamment dans le suivi des processus électoraux.

Guillaume Bertrand.

Ouverture aux médias du sud

A lire et à découvrir, deux nouvelles revues désormais consultables dans le centre de documentation de la MDH :

► **"L'Indépendant"** hebdomadaire burkinabé, fondé par Norbert Zongo (assassiné en 1998), qui contribue, par des commentaires sur l'actualité d'une tonalité critique et imagée, au combat pour la démocratie et le respect de la liberté d'opinion au Burkina Faso.



► **"Oka Mag"** seule revue réalisée par les Amérindiens de Guyane française qui militent pour conserver leur identité culturelle et défendre leurs droits de peuples autochtones.



Dessine moi un logement

Cette action se déroulera du 16 au 17 octobre de 10h à 17h sous chapiteaux au Champs de Juillet à Limoges et rassemblera divers organismes et associations autour de la question du logement.

Programme

Vendredi 16 octobre 2009

- 10H00 : Ouverture et présentation de la Manifestation par Pierre FABREGUE, Président du Secours Catholique du Limousin
- 10H30 : Présentation de l'ADIL 87 – l'accès à l'information antichambre de l'accès au droit en matière de logement par Alain DEHAUDT, Directeur de l'ADIL
- 11H30 : Présentation des dispositifs PASS-GRL, LOCA-PASS, CIL-PASS assistance et PASS-FONCIER par Stéphanie CATHELY et Mr VIAU, Directeur d'Habitat 1% Limousin
- 13H30 : Les principes réglementaire relatifs au versement des aides au logement, la non décence des logements, les impayés locatifs et les aides au logement, les aides extra légales liées au logement par Céline ROCA et Marie Claire FOUCHIER de la CAF
- 14H15 : Présentation de l'O.P.H.L.M., l'attribution de logement, les droits et obligations des locataires, les services rendus aux locataires par Marie-Hélène Lyraud, Administration Générale et communication et Dorothée Chabaudie, Prospective clientèle et concertation de l'OPHLM
- 16H15 : Orientations stratégiques

du logement social de 1950 à nos jours par Cyril BRUNIE du Service de la Politique de la ville – Ville de Limoges.

Samedi 17 octobre 2009

- 10H00 : Historique du logement social et nouvelles lois en matière de Droit au logement par Paul MANDONNAUD et Emilie CLAUZURE (Attac 87)
- 14H00 : Conventonnement global, surloyer, vente HLM par Marguerite PRADEAU, Responsable de l'Union Départementale des CSF de la Haute-Vienne
- 15H30 « Et le logement ? » par Khaled BENZAHAF, Président du Collectif des Sans papier
- 16H15 Conclusion de la Manifestation par Pierre FABREGUE,

Lors de ces journées, le public pourra également rencontrer les organismes sur leur stand : Secours Catholique, Maison des Droits de l'Homme, Collectif des Sans Papiers, MRAP, Oasis Aid'Otrement et Habitat et Humanisme, CSF, Société Saint Vincent de Paul...
Seulement le vendredi : CCAS et Mairie de Limoges, ADOMA, Mission Locale Limoges Agglomération.

Plus d'infos : Délégation du Secours Catholique - Tel 05 55 34 38 65

Le commerce du « carbone » est-il une opportunité ou une menace pour l'Afrique ?



Un jatropha - Photo SEDELAN.

Alors que le Burkina pourrait profiter de « cette opportunité » pour développer l'énergie solaire, le risque est grand qu'il se tourne vers le jatropha dont la culture est une technique reconnue de réduction des émissions de gaz à effet de serre par la séquestration du dioxyde de carbone. Cette technique a une valeur monétaire dans le cadre de Mécanisme de Développement Propre (MDP) instauré par le Protocole de Kyoto.

Certains vantent le mérite de cette plante, qu'on appelle déjà l'or vert (alors qu'elle n'a pas fait ses preuves comme culture industrielle) : elle n'entrerait pas en concurrence avec la production de produits alimentaires, puisque c'est un poison, ou parce qu'elle pousse sur des terres arides. Mais tout le monde sait que

si on veut une production intensive d'huile (ce que recherchent les sociétés industrielles) il vaut mieux lui offrir une bonne terre bien arrosée ! Donc une terre, qui pourrait produire du maïs ou du riz, mais qui produira du poison. Ce n'est pas pour rien que les mossis appellent cette plante « wā-n-bāng-ma », c'est-à-dire, « croque moi, et tu comprendras qui je suis », un vrai poison !

Va-t-on sacrifier un tiers des terres du Burkina pour produire du poison alors que la préoccupation est de pouvoir se nourrir, et pas d'offrir du carburant aux véhicules des grandes puissances.

Le risque est grand, car déjà une filiale la compagnie espagnole BPR (Bio Pétrole Renouvelable) du secteur énergie, située dans la ville de GRANADA, au sud de l'Espagne, a installée sa filiale BPR Afrique à Abidjan avec l'ambition de couvrir 10 millions d'hectares (plus d'un tiers de la superficie du Burkina) de terres de jatropha... Cela coûte cher d'être pauvre !

Plus d'info: www.abcburkina.net

Vacances d'été, enfants enfermés

Cet été, dans plusieurs villes de France, notamment Marseille, Metz, Paris et Toulouse des enfants sont toujours enfermés dans des centres de rétention, CRA .

Selon un rapport de la CIMADE, 242 enfants auraient séjourné dans des CRA en 2007.

Interpellé, le Ministre Besson a déclaré ne pas vouloir mettre fin à cette pratique selon lui très rare.

Dans son rapport 2008, la Commission nationale de déontologie de la sécurité (CNDS) partage la motivation de la Cour d'appel de Rennes qui avait estimé que maintenir dans un tel lieu, un couple et leur enfant en bas âge constituait un traitement inhumain, au sens de l'article 3 de la Convention européenne des droits de l'Homme.

La Défenseure des enfants a également rappelé dans son rapport annuel que dans toutes les décisions qui concernent les enfants, « qu'elles soient le fait des institutions publiques (...), l'intérêt supérieur de l'enfant doit être une considération primordiale ». La Défenseure a rappelé aux autorités compétentes la possibilité d'ordonner une assignation à résidence plutôt que d'imposer des conditions de vie préjudiciables au développement des enfants.

A Limoges, la vigilance reste constante pour soutenir le combat des personnes seules ou en famille pour obtenir une autorisation de séjour sur le territoire français, avec l'association des sans papiers : 05 55 32 77 72 et le Réseau Education sans frontières RESF. Combat pour les droits humains qui a besoin de militants supplémentaires..

➡ Prochaine réunion le mercredi 30 septembre à 18h à la MDH.

Osons la solidarité internationale !



« Récession », « crise financière »... aujourd'hui certains parlent même de « désastre économique mondial ». Mais ceux qui vivent dans les pays pauvres n'ont pas attendu la « crise » pour constater les conséquences sociales et environnementales de notre modèle de développement. Ce sont d'ailleurs eux, et les plus fragiles ici, qui souffrent le plus durement de la situation actuelle.

Rencontres...infos

Bulletin d'information de la Maison des Droits de l'Homme de Limoges
37, rue Frédéric Mistral - 87100 LIMOGES
Tel 05 55 35 81 24 - Fax 05 55 35 01 64
mdh.limoges@free.fr - www.mdh-limoges.org

Les associations membres : Action des Chrétiens pour l'Abolition de la Torture, Aide à Toute Détresse - Quart Monde, Artisans Du Monde, Association des Sans Papiers de la Haute Vienne - Association Limousin-Algérie, Association Limousin-Palestine, Association pour la Taxation des Transactions financières et pour l'Aide aux Citoyens, Chlorophylle, Clafoutis, Comité Catholique contre la Faïm et pour le Développement, Culture Maghreb Limousin, Les Amis de la Terre, Mouvement contre le Racisme et pour l'Amitié entre les Peuples, Réseau Education Sans Frontière 87, SOS Racisme et Sources et Rivières du Limousin.

Bulletin diffusé gratuitement via le web et en version papier dans les locaux de la MDH :
Inscription par envoi d'un email à l'adresse suivante :
mdh.limoges@free.fr - Diffusion par voie postale pour les adhérents individuels (20 euros ou plus)

La MDH est affiliée à :

ritimo

www.ritimo.org

Relacs
réseau des lieux associatifs
de coopération et de solidarité

www.reseau-relacs.org

Pourtant des alternatives existent, ici comme là-bas. Loin de baisser les bras et résistant au repli sur soi, nous serons des milliers, à l'occasion de la Semaine de la solidarité internationale du 14 au 22 novembre 2009, à exprimer notre solidarité et à agir concrètement pour un monde plus juste.

De nombreux acteurs (associations, collectivités, établissements scolaires, maisons des jeunes, lieux culturels...) inviteront les français à s'informer sur les enjeux majeurs de la solidarité internationale : développement durable, promotion de la paix et de la non-violence, défense des droits humains, migrations, volontariat international, tourisme et finance solidaires, commerce équitable...

La Semaine de la solidarité internationale nous donne à tous l'occasion de dépasser nos idées reçues, d'échanger, de débattre et de s'interroger sur ce que nous pouvons faire pour rendre ce monde plus solidaire, que ce soit à travers nos actes quotidiens les plus simples comme les plus engagés.

En Limousin, l'organisation de la Semaine de la Solidarité Internationale a fait l'objet d'un important travail d'animation et de mise en réseaux des acteurs de la solidarité internationale. La Maison des Droits de l'Homme a notamment organisé la mise place de collectifs départementaux de concertation dans le cadre d'un programme soutenu par la Région Limousin et qui permettra cette année à la Semaine de la Solidarité Internationale d'avoir une ampleur plus importante.

Des évènements communs aux différents acteurs seront organisés dans chaque département comme la mise en place d'un Chapiteau de la Solidarité Internationale mis à disposition par la ville de Limoges et qui sera ouvert au public du 12 au 14 novembre. Il y aura le relais du festival du film Alimentation (voir page 1) ainsi que l'organisation de plus d'une vingtaine d'actions dans toute la région.

Plus de détails seront donnés dans le prochain Rencontres-Infos ou voir le site de la MDH où une page est consacrée à la Semaine de la Solidarité Internationale :
www.mdh-limoges.org

A noter :

> Cycle de conférences sur les changements climatiques « *En route vers Copenhague !* » organisée par les Amis de la Terre :

➔ "La taxe carbone, que faut-il en penser ?" Mardi 29 septembre à 20h - avec Jean-Jacques Gouguet, Économiste de l'environnement à l'Université de Limoges

➔ "Les impacts des changements climatiques dans les pays du Nord et les pays du Sud" - Mardi 20 octobre à 20h - avec Jean-Paul Ceron, Ingénieur de recherche à l'Université de Limoges et membre du GIEC (Groupe International d'Experts sur le Climat)

➔ "Changer nos modes de vie face aux changements climatiques"

Lundi 16 novembre à 20h - Avec Simon Charbonneau, membre de la revue Entropia sur la Décroissance et maître de conférence honoraire à l'Université de Bordeaux.

Toutes les séances se dérouleront à la Salle vidéo du Conseil Régional - Limoges

Pour tous renseignements :
limousin@amisdelaterre.org

> Qui a encore besoin des paradis fiscaux ?!

Tel sera le thème de cette conférence débat organisée par Attac 87 le Vendredi 9 octobre à 20h30 - Salle annexe 3 Blanqui - derrière la mairie de Limoges. Avec la participation de Jean - Marie Harribey - économiste et co-président d'Attac France.

> Conférence-débat sur le Droit à l'alimentation :

Conférence-débat sur le Droit à l'alimentation - Vendredi 23 octobre à 20h30 - Auditorium de la BFM à Limoges. Soirée organisée par Amnesty International Région Limousin-Périgord et animée par Christophe Golay (Universitaire et Docteur en droit, spécialiste du Droit à l'alimentation).